



Plateforme des
ONG Françaises
pour la Palestine

شبكة المنظمات الفرنسية
من أجل فلسطين

14, passage Dubail 75010 PARIS

T. +33 (0)1 40 36 41 46

contact@plateforme-palestine.org

www.plateforme-palestine.org

A l'attention de :

Monsieur le Président de la République
Emmanuel Macron
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 18 novembre 2019

Monsieur le Président de la République,

Nos organisations sont extrêmement préoccupées par la situation actuelle dans la bande de Gaza ainsi que la réaction officielle du gouvernement français.

Si la France rappelle dans son communiqué du 13 novembre 2019 « les obligations de protection des civils et de respect du droit international humanitaire », « exprime sa solidarité aux populations touchées » et appelle à une « levée du blocus », elle commence son communiqué en condamnant « les tirs de roquettes qui visent depuis hier des zones habitées du territoire israélien depuis la Bande de Gaza » sans condamner à aucun moment les bombardements israéliens sur la bande de Gaza qui ont déjà provoqué la mort de 34 personnes dont une famille de 8 personnes, y compris des enfants. Plus d'une centaine de personnes ont été blessées et des structures civiles ont été ciblées par des bombardements, dont un bâtiment hébergeant une organisation de droits de l'Homme.

L'usage de la force indiscriminée par les autorités israéliennes contre des personnes ou bâtiments civils est une violation flagrante du droit international humanitaire (*principes de distinction, de précaution et de proportionnalité exigés par le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève*). Le commandement d'une telle action est également illégal. Selon la *IV^{ème} Convention de Genève (article 147)*, les actes commis peuvent être constitutifs de crimes de guerre et, comme l'a [rappelé](#) Fatou Bensouda, procureur de la Cour pénale internationale, les personnes ayant commis et commandé un acte constitutif d'un crime de guerre peuvent être poursuivies par la Cour (*article 8 du Statut de Rome*).

Cette attaque intervient dans un contexte très préoccupant à Gaza où la population vit sous blocus – une punition collective illégale selon l'article 33 de la *IV^{ème} Convention de Genève* – depuis 12 ans et la catastrophe humanitaire empire de jours en jours.

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Chrétiens de la Méditerranée, Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité Palestine Israël 44-49, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Soutien Humain Terre, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Humanité & Inclusion, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).

Depuis mars 2018, l'armée israélienne n'a cessé de réprimer de manière indiscriminée des civils qui manifestent pacifiquement chaque vendredi près de la clôture militarisée qui sert de frontière avec Israël. Selon l'association de droits de l'Homme Al Mezan sur place, 214 Palestiniens ont été tués, près de 19 000 blessés dont 9 425 par balles réelles. Un seul soldat israélien a été inculpé et condamné à un mois de travaux d'intérêt général, malgré les nombreux appels à une enquête indépendante (des [Nations unies](#), de [l'Union européenne](#), d'[Amnesty International](#) ou encore [Human Rights Watch](#)).

Nous demandons au gouvernement français de prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'Israël respecte le cessez-le-feu mis en place le 14 novembre 2019, cesse durablement ses opérations militaires dans la bande de Gaza et prenne des engagements en direction d'une levée complète du blocus, la seule solution qui pourra ramener la paix et la sécurité dans cette zone.

Nous appelons également la France à :

- appeler à l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale sur l'utilisation d'armes létales - et possiblement de munitions non conventionnelles - contre des civils désarmés ;
- demander, au sein des institutions européennes, l'exclusion des entreprises militaires israéliennes des programmes européens comme Horizon Europe. En effet, la participation d'Israël aux programmes-cadres de l'Union européenne pour la recherche et le développement technologique permet l'apport de soutiens financiers européens à des industries militaires telles que Elbit et Israel Aerospace Industries, les deux principaux fournisseurs de drones à l'armée israélienne complices des crimes de guerre israéliens.
- concourir à mettre un terme à l'impunité des autorités israéliennes au moyen notamment d'un soutien affirmé à des mécanismes juridiques internationaux tels que la Cour Pénale Internationale.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre profonde considération.



M. François Leroux, Président de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Chrétiens de la Méditerranée, Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité Palestine Israël 44-49, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Soutien Humain à la Terre, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Humanité & Inclusion, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).